

CONSULTATION PUBLIQUE N°2019-006 DU 27 MARS 2019 RELATIVE A
LA STRUCTURE DU PROCHAIN TARIF D'UTILISATION DES RESEAUX DE TRANSPORT DE GAZ
NATUREL DE GRTGAZ ET TERECA

Réponses ARKEMA

Question 1 : Partagez-vous le bilan de la CRE sur le dimensionnement des réseaux français de transport de gaz naturel et sur la nécessaire prudence dans le lancement de nouveaux projets d'investissement?

Oui, sans réserves

Question 2 : Etes-vous favorable au maintien du calendrier tarifaire actuel d'avril à avril, à l'exception des termes tarifaires applicables aux PIR qui évolueraient au 1er octobre de chaque année ?

Oui.

Question 3 : Etes-vous favorable au maintien de la classification des réseaux, principal et régional, envisagée par la CRE ?

Oui.

Question 4 : Etes-vous favorable au maintien de la classification de la compensation stockage envisagée par la CRE ?

La « compensation stockage » faisant partie des « services annexes », les critères constitutifs de la définition de ceux-ci (cf 1^{er} alinéa du § 2.1.2.1), ne s'appliquent que très imparfaitement au « terme tarifaire stockage » en ce qui concerne notamment :

- le reflet des coûts qui devraient normalement être couverts par le produit des enchères, or ce n'est pas du tout le cas du fait notamment de l'absence de tout prix de réserve... ce qui rend l'impact très important pour les consommateurs ;
- la non-discrimination : la compensation stockage ne peut être assise sur une formule de « modulation » unique pour des consommateurs protégés et des consommateurs qui ne le sont pas et donc délestables ;
- l'objectivité des tarifs : en l'absence de prix de réserve sur les enchères, le terme de compensation stockage représente ~75% des coûts opérationnels des opérateurs de stockage ;
- la maîtrise des coûts : le schéma précédent (système des obligations qui responsabilisait directement les opérateurs de stockage) garantissait la maîtrise des coûts de stockage, ces derniers pouvant ne pas être souscrits en totalité si les coûts étaient trop élevés par rapport à des offres concurrentes. Le schéma actuel ne garantit aucunement la maîtrise des coûts et déresponsabilise les acteurs en particulier les traders qui peuvent acquérir des capacités de stockage à coût quasi nul au frais du consommateur français.

Question 5 : Etes-vous favorable au maintien des principes de tarification (tarification à la capacité, selon un modèle entrée-sortie) et de péréquation en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

Oui.

Question 6 : Etes-vous favorable à conserver globalement la répartition entrée/sortie actuelle ?

Oui.

Question 7 : Etes-vous favorable aux principes de tarification envisagés par la CRE pour le réseau principal ?

Oui.

Question 8 : Etes-vous favorable à la requalification du PIR Jura en PIRR ?

Oui.

Question 9 : Etes-vous favorable au maintien des rabais tarifaires envisagés par la CRE pour les capacités interruptibles ?

ARKEMA est favorable au rabais de 50% envisagé par la CRE pour les capacités d'entrée (représentatif de la réalité). Par contre, pour les points de sortie (dont les taux d'interruption constatés sont en gros d'un niveau inférieur ou égal à 15%), il ne nous semble par logique d'appliquer un abattement de 25% : c'est 15% qu'il faut retenir dans la situation actuelle.

Question 10 : Etes-vous favorable à l'apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires ou préférez-vous le maintien d'un apurement sur les seuls termes du réseau aval ?

ARKEMA est favorable à la position envisagée par la CRE, à savoir un apurement du CRCP sur l'ensemble des termes tarifaires.

Question 11 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE de répercuter la baisse des souscriptions en entrée et en sortie du réseau de manière équivalente sur l'ensemble des termes tarifaires du réseau amont ?

Avec la réduction anticipée des consommations de gaz naturel en France, notamment au niveau des industriels (au-delà des ajustements récents induits par des conversions du fuel au gaz), la France va devenir progressivement un pays de transit. A ce titre, il apparaît normal de plutôt répercuter les augmentations induites sur les tarifs d'entrée.

Question 12 : Quelle est votre position sur l'offre de transfert de capacités entre PIR à prix préférentiel selon les modalités proposées par GRTgaz ?

Position réservée d'ARKEMA, à l'instar de la CRE. Si l'objectif de liquidité du PEG apparaît favorisé par la proposition de GRTgaz, nous ne disposons pas des éléments pour mesurer si ces transferts de réservations annuelles/trimestrielles/mensuelles auront des conséquences néfastes en matière de revenus du GRT.

Question 13 : Etes-vous favorable à la possibilité pour un expéditeur de faire évoluer sa souscription de capacités aux PITTM la veille pour le lendemain, tout en conservant l'intégralité du volume de capacités initialement souscrites ?

Oui. Tout ce qui peut générer de la flexibilité lissera les prix du PEG.

Question 14 : Etes-vous favorable à l'évolution de la règle d'attribution des capacités au PITTM de Fos à compter de 2021 proposée par la CRE, pour tenir compte de la réduction de la capacité de regazéification à Tonkin ?

Oui.

Question 15 : Etes-vous favorable à l'offre de pooling aux PITTM proposée par GRTgaz ?

ARKEMA est favorable à l'offre de pooling aux PITTM dans la mesure où, d'une part cela ne peut que rapporter un revenu supplémentaire à GRTgaz, et d'autre part cela ne peut qu'être positif pour le niveau du PEG via la flexibilité ainsi apportée.

Question 16 : Etes-vous favorable au maintien dans le tarif ATRT7 des principes de tarification du réseau régional en vigueur dans le tarif ATRT6 ?

ARKEMA souhaite un plafonnement du NTR à 8 comme spécifiquement recommandé par la CRE dans sa délibération de 2016. En limitant les écarts de tarifs de transport entre points de livraison, ce nouvel abaissement du plafond contribuera à la progression vers l'objectif de péréquation, qui est encore loin dans le domaine du gaz, contrairement à l'électricité, mais qui correspond à une nécessité telle que fréquemment rappelé par la Commission européenne. Par ailleurs, ce NTR ayant vocation à couvrir l'amortissement de nouvelles infrastructures de réseau, il est normal qu'il soit réduit au fur et à mesure de l'amortissement de celles-ci.

Cet abaissement - qui peut être sélectif et réservé par exemple aux sites gazo-intensifs (par ex > 4 € VA / Mwh) - aura enfin un impact très positif sur la situation de certains sites en situation économique fragile et handicapés par ailleurs par leur isolement.

Question 17 : Êtes-vous favorable à une baisse de 8 à 4 des coefficients mensuels du tarif des capacités de janvier et février ?

ARKEMA est favorable à la baisse des coefficients mensuels de Janvier et Février comme proposé par GRTgaz et validé par la CRE. Une simultanéité d'application devra être assurée avec la Distribution.

Question 18 : Etes-vous favorable à la suppression du 2eme seuil des pénalités pour dépassement de capacité comme proposé par GRTgaz ?

Oui a priori. Il y aura lieu cependant de vérifier que la simultanéité à la fois de la suppression de ce 2^{ème} seuil de pénalités et de la baisse des coefficients mensuels de Janvier-Février ne va pas plus ou moins « déresponsabiliser » certains acteurs, à l'heure de la transition énergétique où il faut donner partout les « bons signaux ».

Question 19 : Etes-vous favorable à l'arrêt du système de redistribution des pénalités, qui seraient reversées par les GRT via le tarif ?

Oui.

Au-delà de la question posée, il nous semblerait légitime que les revenus issus des dépassements de consommations bénéficient aux tarifs « aval » plutôt qu'aux tarifs « amont ».

Question 20 : Etes-vous favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court ? Si oui, considérez-vous que cette suppression devrait intervenir en parallèle de la mise en oeuvre de l'interruptibilité ?

Compte-tenu des éléments d'analyse apportés par la CRE, ARKEMA est favorable à la suppression de l'offre d'acheminement interruptible à préavis court.

Reste à fixer le délai de cette suppression. Avec les éléments d'analyse apportés par la CRE, ARKEMA ne peut accepter le principe de deux offres d'interruptibilité simultanées mais différentes (IAPC et interruptibilité secondaire) qui créerait en effet une discrimination entre consommateurs raccordés en Transport dont certains auraient accès aux deux dispositifs et les autres seulement à un seul ; sans que soit d'ailleurs déterminé lequel serait appelé en premier. Par conséquent l'interruptibilité secondaire, le cas échéant, ne pourrait être activée qu'après suppression de l'IAPC.

Question 21 : Etes-vous favorable à la suppression du terme de proximité ?

ARKEMA souhaite le maintien du Terme de Proximité et l'obligation pour les expéditeurs de reverser cette déduction à leurs clients, ce qui n'est pas le cas actuellement. La suppression, si elle était décidée, aurait des conséquences négatives sur les coûts de transport.

Question 22 : Etes-vous favorable au maintien de la remise raccordement selon les modalités en vigueur ?

Oui.

Question 23 : Considérez-vous comme la CRE qu'une extension du périmètre de la compensation stockage aux consommateurs raccordés aux réseaux de transport n'est envisageable qu'avec la mise en oeuvre d'un dispositif d'interruptibilité permettant une exonération partielle ou totale de la compensation stockage ?

On peut comprendre que la plupart des acteurs qui ne sont pas des consommateurs industriels considèrent a priori qu'au fond, sans approfondissement préalable de la question, un élargissement d'assiette aux consommateurs industriels n'aurait rien d'anormal et réduirait le terme tarifaire de stockage. Mais c'est méconnaître la réalité, et ARKEMA remercie la CRE de poser les bonnes questions dans sa consultation.

Tout d'abord les consommateurs industriels ne bénéficient pas du statut de « consommateurs protégés » au sens du règlement UE 2017/1938 (art 2, point 5). Etant ainsi délestables en priorité pour sauvegarder les consommateurs protégés, ils ne bénéficient donc pas des stockages en cas de crise.

Au-delà, ils sont essentiellement non climato-sensibles à titre individuel, et sont encore moins climatiques si on les prend en compte de façon foisonnée, *...contrairement aux consommateurs domestiques & tertiaires (dont les pics de consommation sont parfaitement coordonnés !)*. Ainsi à ce deuxième titre, les consommateurs industriels encore une fois ne bénéficient pas du stockage. C'est tout simplement ce qu'avait consacré le précédent dispositif des « obligations » de stockage : le fournisseur avait un devoir de précaution pour assurer ses engagements contractuels avec ses clients domestiques et autres, mais il n'en répercutait pas le coût aux consommateurs industriels puisque non climato-sensibles.

La position d'ARKEMA est donc, pour les deux raisons précédentes, de demander que l'ensemble des consommateurs industriels (au-delà d'une consommation annuelle minimale) soient exemptés du terme de compensation stockage, sans distinction entre Distribution et Transport car ne contribuant aucunement au besoin de stockage.

Ceci réaffirmé, si d'aventure l'assiette de compensation devait néanmoins être étendue un jour comme envisagé ici, il serait alors impératif de revoir la formule de « modulation ». En effet le 1^{er} terme de la formule, la capacité souscrite (dont on défalque la consommation moyenne annuelle), est certes pertinent pour les consommateurs domestiques et tertiaires, mais il ne l'est pas pour les consommateurs industriels (cf. notamment les contrats de secours au gaz naturel d'outils de production de chaleur *notamment renouvelable*) : pour les industriels - et exclusivement pour eux car ni protégés ni globalement climato-sensibles - , ce premier terme devrait être remplacé par la consommation moyenne hivernale - tel que suggéré par la CRE.

Par ailleurs, si d'aventure un quelconque recours à de l'interruptibilité (non rémunérée) devait être finalement envisagé en transport il ne pourrait intervenir avant la suppression préalable de l'IAPC - envisagée pour 2021, tel que présenté en Concertation Gaz par la CRE notamment - ainsi que déjà précisé dans notre réponse à la question 20.

Enfin, se pose désormais la question du non-alignement entre le périmètre de compensation et celui du « filet de sécurité » défini à l'article L. 421-6 du code de l'énergie (lequel filet de sécurité s'applique désormais à tous les consommateurs transport comme distribution), question mentionnée en fin du paragraphe 2.3.2 de la présente consultation. Pour le cas très hypothétique où toutes les capacités de stockage ne seraient pas souscrites une année par le biais des enchères (ce qui est quasi-impossible avec les modalités actuelles, notamment en l'absence de prix de réserve), il est alors clair que *chaque fournisseur impacté répercuterait tout simplement et naturellement ses charges induites par le « filet de sécurité » exceptionnel ...à ses consommateurs les plus climatiques du moment*, quel que soit leur réseau de raccordement. Donc il n'apparaît pas vraiment de problème à ce sujet, d'autant plus que le « filet de sécurité » n'interviendra manifestement pas avant longtemps !

En résumé, rappelons qu'avec le précédent dispositif non régulé basé sur les obligations de stockage, les sites ARKEMA en transport ne payaient pas le stockage.

Nous ne pouvons donc accepter que soit mis en place un nouveau dispositif aboutissant à des hausses du coût d'acheminement pour ARKEMA dans son ensemble - soit 25 points de livraison pour 2,5 TWh de gaz par an – comprises entre 20 et 30% qui viendraient directement impacter la compétitivité de sites totalement exposés à la concurrence internationale, qui exportent souvent plus de 80% de leur production, dont certains sont sur des filières d'excellence mais d'autre sont en situation économique fragile.

Nous ne mésestimons pas le besoin de financement que la réforme du stockage à vocation à couvrir, mais **nous demandons alors instamment que soit mis en place de façon permanente un dispositif de prix de réserve dans les enchères**, qui permettra de couvrir ce besoin sans pénaliser des sites industriels que nous nous attachons en permanence à maintenir sur le territoire national, sachant que la situation actuelle joue au large bénéfice d'opérateurs de marché non-nationaux qui bénéficient pleinement de l'effet d'aubaine ainsi créé par des prix d'enchères anormalement bas par rapport à la réalité économique, du fait de l'absence de tels prix de réserve.

Question 24 : Etes-vous favorable à l'envoi d'un signal économique aux producteurs de biométhane concernant la localisation des installations, afin de réaliser en priorité les installations engendrant le moins de contraintes sur le réseau ?

Oui. A un moment où nous accélérons considérablement la transition énergétique, il est urgent de ménager les budgets des collectivités ...en priorisant bien sûr les solutions les plus efficaces !

L'une des façons de réduire les coûts de production du biométhane (tel qu'exigé par la PPE) sera d'ailleurs d'augmenter la taille moyenne des stations de production. A ce titre, il convient d'avoir une approche territoriale intégrée et de favoriser systématiquement - voire imposer - l'implantation de stations de méthanisation - d'une certaine taille au moins - sur les plateformes industrielles existantes et consommatrices de gaz naturel, permettant ainsi d'optimiser les synergies d'investissement et d'exploitation tant sur le plan économique qu'environnemental.

A cet égard, la loi PACTE vient, dans son article 52 quater, de donner, au chapitre V du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement, un statut juridique cadre à ces plateformes qui pourrait ainsi trouver ici un de ses premiers exemples d'application concrète.

Question 25 : Avez-vous toute autre proposition ou remarque sur la structure du tarif ATR7 ?

/